A lissue de difficiles transactions et compromis, la Conference ministerielle de l'OMC reunie à Bali du 3 au 7 decembre, est donc parvenue à un accord. Un échec aurait sans doute achevé le cycle de Doha pour le développement, ouvert en 2001 et maintenu depuis sous respiration artificielle. Mais accord en trompe l'oeil qui ne règle aucun des problèmes de fond. L'accord sur la facilitaion du commerce qui faciliter tera le dédouanement ne posait pas de réels problèmes et le fait de le sortir de l'agenda de Doha ne fera que souligner la complexité des thèmes qui fachent et qui n'ont pas été abordés : comme l'ouverture des pays émergents aux services et à l'industrie ou la propriété intelectuelle. Certes, l'agriculture a été abordée, mais avec des résultats qui prennent la forme d'un bottage en touche par des mesures conservatoires et intérimaires, avec date de préemption. Sur les subventions à l'exportation dans l'agriculture, Bali va même moins loin que Hong Kong (2005) qui prevoyait leur élimination en... 2013, ce qui, par ailleurs, en dit long sur la crédibilité des engagements pris lors des Conferences ministerielles. Si les pays en développement, et particulierement, les plus pauvres, n'ont pas été oubliés dans le package final, on peut donc rester sceptique sur leur mise en oeuvre.

Ce succès très relatif ne renversera donc pas la tendance au déclin du multilateralisme et ne refroidira pas l'engouement d accords bilateraux ou regionaux, transatlantiques et transpacifiques. Mais ne nous y trompons pas, a supposer même, ce qui est improbable, que Bali permette de relancer le cycle de Doha, un accord ne resoudrait rien car il ne traiterait pas de sujets cruciaux, exclus de l'agenda de negociation, mais introduits dans les negociations bilaterales: la concurrence, les marchés publics, l'investissement, les normes de travail, le developpement durable.

A tel point, qu'on peut se demander si le seisme d'un échec à Bali, en provoquant la liquidation d'un e négociation sans avenir au programme obsolète, naurait pas enfin suscité la remise en cause, tant de fois repoussée, d'un mode de fonctionnement et d'un agenda dépassé l'évolutiontion meme du commerce mondial : la montee ded pays emergenl'insécuritérité alimentaire et enervetique, la globalisation ded chaines de valeurs structurées par les investissements directs et les firmes multinationales.